

Droit des obligations

Didier Lluelles
Benoît Moore

On peut se procurer le présent ouvrage à:

Les Éditions Thémis
Faculté de droit, Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Canada

Courriel : themis@droit.umontreal.ca
Internet : www.themis.umontreal.ca
Téléphone : (514) 343-6627
Télécopieur : (514) 343-6779

Paragraphe 2 Du côté de la créance : nécessité d'un débiteur	20
Sous-section 3 Un lien de nature patrimoniale	22
Paragraphe 1 Le patrimoine	23
Sous-paragraphe 1 Notion	23
Sous-paragraphe 2 Les caractères du patrimoine	23
Paragraphe 2 Conséquence	24
Paragraphe 3 Nuances	24
SECTION 3 LES SOURCES DES OBLIGATIONS CIVILES :	
PRÉSENTATION GÉNÉRALE	25
Sous-section 1 La classification classique	25
Sous-section 2 La classification doctrinale	27
Paragraphe 1 Les obligations découlant de la volonté individuelle : les actes juridiques	27
Paragraphe 2 Les obligations ne découlant pas de la volonté individuelle : les faits juridiques	28
Paragraphe 3 Bilan de la classification doctrinale	29
Sous-section 3 La classification du nouveau Code	30
Paragraphe 1 Entre le contrat et la loi : une relation « négative »	31
Paragraphe 2 Entre l'acte et la loi, ou le fait et la loi : une relation « positive »	31
Sous-paragraphe 1 Acte et loi	32
Sous-paragraphe 2 Fait et loi	33
Sous-paragraphe 3 Nuance et conclusion	33
CHAPITRE 2 LES CATÉGORIES D'OBLIGATIONS	35
SECTION 1 D'APRÈS L'OBJET	35
Sous-section 1 L'obligation de faire	36
Sous-section 2 L'obligation de ne pas faire	37
Sous-section 3 L'obligation de donner : catégorie formellement évacuée du Code civil du Québec	38
Paragraphe 1 Terminologie	38
Paragraphe 2 Les deux catégories d'obligation de donner	39
Sous-paragraphe 1 La catégorie générale : le droit sur une chose	39

Paragraphe 1 Contrats consensuels, contrats solennels et contrats réels.....	76
Paragraphe 2 Contrats de gré à gré et contrats d'adhésion	82
Sous-paragraphe 1 Les contrats de gré à gré (ou de libre discussion).....	82
Sous-paragraphe 2 Les contrats d'adhésion.....	82
I. Notion.....	82
II. Les critères du Code civil du Québec.....	87
III. Le fardeau de la qualification.....	94
Sous-section 3 Selon les effets du contrat.....	97
Paragraphe 1 Contrats bilatéraux et contrats unilatéraux.....	97
Sous-paragraphe 1 Présentation de la classification.....	97
Sous-paragraphe 2 Cas particuliers.....	100
Paragraphe 2 Contrats à titre onéreux et contrats à titre gratuit	101
Sous-paragraphe 1 Les deux types de contrats.....	101
Sous-paragraphe 2 Rapprochement avec la catégorie précédente.....	102
Sous-paragraphe 3 L'intérêt de la qualification.....	103
Paragraphe 3 Contrats commutatifs et contrats aléatoires.....	104
Paragraphe 4 Contrats à exécution immédiate et contrats à exécution successive.....	105
Paragraphe 5 Contrats individuels et contrats collectifs.....	108
SECTION 4 LA VOLONTÉ : CLEF DE VOÛTE DU CONTRAT.....	109
Sous-section 1 Le consensualisme.....	109
Sous-section 2 La liberté contractuelle	110
Paragraphe 1 La liberté de ne pas contracter.....	110
Paragraphe 2 La liberté de contracter	115
CHAPITRE 4 L'ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL.....	119
SECTION 1 DÉFINITION.....	119
SECTION 2 TYPES D'ACTES JURIDIQUES UNILATÉRAUX.....	120
SECTION 3 FORME DE L'ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL.....	122

SECTION 4	TYPES D'EFFETS DE DROIT.....	123
SECTION 5	ACTE JURIDIQUE UNILATÉRAL ET ENGAGEMENT UNILATÉRAL.....	124

PARTIE III

LA CONCLUSION DES CONTRATS

CHAPITRE 5	L'OFFRE ET L'ACCEPTATION.....	133
SECTION 1	LE SCHÉMA DU CONSENTEMENT.....	133
Sous-section 1	L'offre.....	133
Paragraphe 1	La notion d'offre de contracter.....	133
Paragraphe 2	L'objet de l'offre.....	135
Paragraphe 3	La nécessaire fermeté de l'offre.....	137
Paragraphe 4	L'auteur de l'offre.....	138
Paragraphe 5	Le destinataire de l'offre.....	139
Paragraphe 6	L'expression de l'offre.....	140
Sous-paragraphe 1	Une offre manifeste.....	141
I.	Liberté de forme de l'offre.....	141
II.	Une exception à la liberté des formes de l'offre.....	142
Sous-paragraphe 2	Une offre rarement présumée par la loi : l'offre tacite.....	143
Paragraphe 7	Les caractères de l'offre.....	144
Sous-paragraphe 1	Son maintien dans le temps.....	144
I.	Sous l'empire de l'ancien Code.....	144
II.	Sous l'empire de l'actuel Code.....	146
III.	Bref bilan de la réforme relative à la révocabilité des offres.....	150
Sous-paragraphe 2	Sa transmission successorale.....	152
Paragraphe 8	Fin de l'offre.....	153
Paragraphe 9	La nature de l'offre : acte ou fait juridique?...	155
Sous-section 2	L'acceptation.....	158
Paragraphe 1	Notion.....	158
Paragraphe 2	Conditions d'efficacité.....	158
Sous-paragraphe 1	Qu'elle soit donnée à temps.....	158
Sous-paragraphe 2	Qu'elle corresponde aux éléments essentiels de l'offre.....	158
I.	En général.....	159

A.	Désaccord quant à la nature du contrat projeté.....	159
B.	Désaccord quant aux éléments essentiels du contrat projeté.....	160
C.	Désaccord quant aux modalités contractuelles.....	160
II.	La notion de « divergences » en droit des assurances.....	163
Sous-paragraphe 3	Qu'elle provienne du destinataire désigné et non d'une autre personne.....	164
Sous-paragraphe 4	Qu'elle revête une certaine matérialité.....	165
I.	L'acceptation doit être manifestée.....	165
II.	L'acceptation peut-elle être tacite ? (le problème du silence).....	166
SECTION 2	LA DÉTERMINATION DE L'ACCEPTATION.....	169
Sous-section 1	L'importance des coordonnées de l'acceptation.....	169
Sous-section 2	La communication de l'acceptation : généralités.....	170
Sous-section 3	La communication de l'acceptation : coordonnées temps et espace.....	171
Paragraphe 1	Cas de l'acceptation expresse.....	171
Sous-paragraphe 1	Le cas des présents.....	172
Sous-paragraphe 2	Le cas des correspondants.....	173
I.	Notion.....	173
II.	Les quatre thèses possibles : déclaration de volonté ou expédition, d'une part, réception ou connaissance, d'autre part.....	173
III.	La solution retenue.....	175
A.	En droit civil classique.....	175
B.	En droit de la consommation : le contrat à distance.....	179
C.	Le cas particulier des contrats d'assurances terrestres.....	182
Sous-paragraphe 3	Le cas du contrat conclu au téléphone.....	184

Paragraphe 2	Cas de l'acceptation tacite et de l'acceptation implicite.....	188
SECTION 3	L'OFFRANT PEUT-IL « REFUSER L'ACCEPTATION » ?.....	189
Sous-section 1	Cas des refus qui n'en sont pas vraiment : les offres assorties de réserves.....	190
Paragraphe 1	Les réserves expresses.....	190
Paragraphe 2	Les réserves implicites.....	191
Sous-section 2	Cas des refus véritables.....	192
Paragraphe 1	Le refus ordinaire.....	192
Paragraphe 2	Le refus discriminatoire.....	193
CHAPITRE 6	LES PROMESSES DE CONTRAT	199
SECTION 1	LA PROMESSE UNILATÉRALE : UN MÉCANISME À TROIS TEMPS.....	203
Sous-section 1	Définition et nature de la promesse unilatérale de contrat.....	203
Sous-section 2	Formation de la promesse unilatérale : retour à la case départ !.....	207
Sous-section 3	L'acceptation de la promesse de contrat : la « levée de l'option ».....	209
Paragraphe 1	Le contrat de promesse devient bilatéral.....	209
Paragraphe 2	Mais le contrat envisagé n'est pas conclu pour autant.....	210
Sous-paragraphe 1	Principe.....	210
Sous-paragraphe 2	Tempérament et exceptions.....	211
Sous-section 4	Le contrat de promesse est obligatoire, comme tout contrat.....	216
Paragraphe 1	L'exécution volontaire.....	216
Paragraphe 2	L'inexécution.....	216
Sous-paragraphe 1	L'inexécution fautive : les sanctions.....	216
I.	L'exécution forcée.....	217
II.	Les dommages-intérêts.....	220
Sous-paragraphe 2	L'inexécution autorisée : la faculté de dédit et la constitution d'arrhes....	222
Sous-section 5	Nécessité de bien distinguer l'offre de la promesse : problème de qualification.....	224

Sous-section 6	Une difficulté nouvelle : la « requalification » de certaines offres par le nouveau Code.....	226
Paragraphe 1	Une assimilation législative	226
Paragraphe 2	Un bouleversement majeur des règles de formation des contrats	227
Paragraphe 3	Une technique contestable d'un point de vue conceptuel	228
Paragraphe 4	Une technique peu justifiable, d'un point de vue pratique.....	228
Paragraphe 5	La formation de la promesse requalifiée	230
Paragraphe 6	La nécessaire vraisemblance.....	231
SECTION 2	LA PROMESSE BILATÉRALE : UN MÉCANISME À DEUX TEMPS.....	231

PARTIE IV

LA QUALITÉ DU CONSENTEMENT

CHAPITRE 7	L'ERREUR SPONTANÉE.....	241
SECTION 1	NOTION.....	242
SECTION 2	TYPES D'ERREUR RECONNUS	242
Sous-section 1	L'erreur sur la nature du contrat.....	243
Sous-section 2	L'erreur sur l'objet de la prestation	245
Sous-section 3	L'erreur sur un élément essentiel.....	248
SECTION 3	LES ERREURS DÉNUÉES DE CONSÉQUENCES.....	250
Sous-section 1	L'erreur indifférente	250
Sous-section 2	L'erreur inexcusable	250
SECTION 4	QUELQUES DIFFICULTÉS.....	257
Sous-section 1	L'erreur sur la personne.....	257
Sous-section 2	L'erreur de droit.....	260
Sous-section 3	L'erreur sur l'aléa.....	263
Sous-section 4	L'erreur sur la valeur	264
Paragraphe 1	L'erreur sur la valeur quantitative	264
Sous-paragraphe 1	En droit civil classique	264
Sous-paragraphe 2	Une particularité : certaines transactions soumises au droit des valeurs mobilières	266

Paragraphe 2	La lésion, préjudice résultant d'un vice du consentement.....	368
Sous-section 2	Les types de lésion reconnus par le Code civil du Québec.....	369
Sous-section 3	Les types de lésion reconnus par la <i>Loi sur la protection du consommateur</i>	371
SECTION 2	LES CONDITIONS D'UN RECOURS FONDÉ SUR LA LÉSION	372
Sous-section 1	En droit civil.....	372
Paragraphe 1	Le régime ordinaire.....	372
Sous-paragraphe 1	Le déséquilibre intrinsèque doit consister en une « disproportion importante ».....	373
I.	Le degré d'importance requis.....	374
II.	L'appréciation de l'écart entre les prestations.....	376
A.	Le moment de l'appréciation.....	376
B.	L'étalon de comparaison.....	379
C.	La méthode d'évaluation.....	380
Sous-paragraphe 2	La conséquence de cette disproportion : une présomption d'exploitation.....	381
I.	La nécessité d'une exploitation.....	381
II.	La notion d'exploitation.....	382
III.	La nature de la présomption d'exploitation.....	384
Sous-paragraphe 3	Le champ d'application du régime ordinaire de la lésion quant aux types d'actes juridiques.....	387
I.	Les contrats doivent être à titre onéreux (et non à titre gratuit).....	387
II.	Les contrats doivent être commutatifs (et non aléatoires).....	388
III.	Les contrats peuvent être unilatéraux (et pas nécessairement synallagmatiques).....	390
IV.	La lésion dans les actes juridiques unilatéraux	392
Paragraphe 2	Le régime spécifique aux mineurs et aux majeurs protégés.....	394
Sous-paragraphe 1	La lésion extrinsèque du second alinéa de l'article 1406 : notion et origine.....	394

Sous-paragraphe 2	Les critères de la lésion extrinsèque	396
Sous-paragraphe 3	L'application des critères	397
Sous-paragraphe 4	Les différences de régime avec la lésion du premier alinéa de l'article 1406.....	398
Sous-paragraphe 5	Les deux lésions peuvent coexister ...	400
Sous-paragraphe 6	Bilan.....	401
Sous-section 2	En droit de la consommation	401
Paragraphe 1	La lésion-déséquilibre-intrinsèque (art. 8, 1 ^{ère} partie)	403
Sous-paragraphe 1	Notion de « disproportion considérable ».....	404
Sous-paragraphe 2	Le recours à la notion d'exploitation.....	406
Paragraphe 2	La lésion-déséquilibre-extrinsèque (art. 8, 2 ^e partie et art. 9)	408
Sous-paragraphe 1	Les trois critères de l'article 8 L.p.c.	410
Sous-paragraphe 2	Les circonstances d'appréciation de l'article 9 L.p.c.	411
SECTION 3	LA LÉSION, VICE DU CONSENTEMENT À PORTÉE, <i>A PRIORI</i> , NON UNIVERSELLE.....	414
Sous-section 1	En droit civil : un outil exceptionnel	414
Paragraphe 1	Principe et fondements	414
Paragraphe 2	Exceptions.....	415
Sous-paragraphe 1	Les exceptions à proprement parler	416
I.	Exposé succinct des cas d'exception.....	417
II.	Conséquences de l'appartenance de ces déséquilibres au domaine de la lésion	418
III.	Ces dispositions sont de droit strict	420
Sous-paragraphe 2	Les quasi-exceptions.....	422
I.	Le cas de certaines quittances, transactions et déclarations préjudiciables	423
II.	Le cas des clauses pénales trop élevées.....	424

Paragraphe 3	La question des contrats d'adhésion impliquant des majeurs aptes à contracter et des personnes morales.....	426
Sous-section 2	En droit de la consommation : un outil normal.....	429
Sous-section 3	Conclusion : d'une lésion fragmentaire à une lésion à portée universelle en passant par une « lésion qualifiée ».....	430
SECTION 4	PREUVE ET SANCTIONS DE LA LÉSION.....	433
Sous-section 1	La nullité.....	433
Paragraphe 1	Relativité de la nullité et liberté de choix.....	433
Paragraphe 2	Le pouvoir modérateur du juge.....	434
Sous-section 2	La réduction.....	436
Sous-section 3	Les dommages-intérêts.....	437
Sous-section 4	Le supplément de prix.....	437
Sous-section 5	Les sanctions particulières au prêt d'argent.....	438
CHAPITRE 11	LES VICES INNOMMÉS.....	441
SECTION 1	LE CAS DU DOL SANS ERREUR.....	442
SECTION 2	LE CAS DE L'ERREUR (ÉCONOMIQUE) SANS DOL.....	444

PARTIE V

LA CAPACITÉ, L'OBJET ET LA CAUSE

CHAPITRE 12	LA CAPACITÉ.....	451
SECTION 1	GÉNÉRALITÉS.....	451
Sous-section 1	Nécessité, rôle et caractères généraux de la capacité.....	451
Sous-section 2	Trois distinctions à établir.....	452
Paragraphe 1	Capacité et pouvoirs.....	452
Paragraphe 2	Incapacités naturelles et incapacités juridiques.....	455
Paragraphe 3	Incapacités de jouissance et incapacités d'exercice.....	459
Sous-section 3	La place de la lésion dans le secteur des incapacités : une double incertitude.....	460

SECTION 2 LE RÉGIME DES INCAPACITÉS	463
Sous-section 1 Les incapacités d'exercice.....	463
Paragraphe 1 Le mineur.....	463
Sous-paragraphe 1 Conditions générales.....	464
Sous-paragraphe 2 Les cadres du recours.....	466
I. Le mineur non émancipé.....	467
A. Cas où le mineur ne peut agir seul.....	467
1. Le mineur agit seul, alors que la loi exige qu'il soit représenté.....	467
2. Le tuteur agit au nom du mineur, mais sans suivre certaines formalités.....	469
3. Le tuteur agit au nom du mineur, dans le cadre de la légalité, mais conclut un contrat lésionnaire.....	470
B. Cas où le mineur peut agir seul.....	472
1. Le mineur qui pose un acte dans le cadre d'une activité économique.....	472
2. Le mineur qui pose un acte pour la satisfaction de ses besoins usuels et ordinaires.....	475
II. Le mineur émancipé.....	478
A. La simple émancipation.....	478
1. La liberté de principe d'agir seul.....	479
2. Cas de liberté encadrée.....	480
B. La pleine émancipation.....	481
Paragraphe 2 L'inapte majeur.....	481
Sous-paragraphe 1 Le majeur doté d'une mesure de protection.....	482
I. But de la mesure de protection.....	482
II. Les degrés d'incapacité.....	483
A. L'incapacité totale et permanente : la curatelle au majeur.....	483
1. Actes postérieurs à l'établissement de la curatelle.....	484
2. Actes antérieurs à l'établissement de la curatelle.....	485
B. L'incapacité partielle ou temporaire : la tutelle au majeur.....	488

1. Actes postérieurs à l'établissement de la tutelle	488
2. Actes antérieurs à l'établissement de la tutelle	490
C. Le besoin spécifique ou temporaire d'assistance ou de conseil : le conseiller au majeur	492
Sous-paragraphes 2 Le majeur inapte non protégé.....	494
Sous-paragraphes 3 Le cas particulier du majeur ayant donné un mandat en prévision de son inaptitude	495
I. Sort des actes accomplis sans le mandataire.....	496
A. Acte postérieur à l'homologation	496
B. Acte antérieur à l'homologation.....	497
II. Le mandant en cas d'inaptitude est-il un « majeur protégé » ?	499
Paragraphe 3 Considérations sur les sanctions en cas d'incapacité d'exercice.....	501
Sous-section 2 Les incapacités de jouissance	502
Paragraphe 1 Les personnes chargées des intérêts d'autrui.....	503
Paragraphe 2 Les auxiliaires de la justice	505
Paragraphe 3 Certains actes gratuits du mineur ou du majeur protégé.....	508
CHAPITRE 13 L'OBJET ET LA CAUSE	511
SECTION 1 L'OBJET.....	511
Sous-section 1 L'objet de l'obligation	512
Paragraphe 1 La prestation doit être possible.....	513
Paragraphe 2 La prestation doit être déterminé ou déterminable	514
Paragraphe 3 La prestation doit être licite	524
Sous-section 2 L'objet du contrat.....	526
Paragraphe 1 Définition de l'objet du contrat	526
Paragraphe 2 Nature de l'objet du contrat	527
Paragraphe 3 Utilité de l'objet du contrat.....	528
SECTION 2 LA CAUSE.....	533
Sous-section 1 La cause de l'obligation (dite cause objective)	535

Sous-section 2	La cause du contrat (dite cause subjective).....	541
Paragraphe 1	L'unique rôle de la cause du contrat : la conformité à la loi et à l'ordre public du but poursuivi par les contractants.....	542
Paragraphe 2	Conséquence de l'illicéité de la cause subjective : la nullité (absolue ou relative) du contrat	545
Paragraphe 3	Condition de la nullité : faut-il une connivence ou, tout au moins, une connaissance de la cause illicite du contrat ?	546
Paragraphe 4	Preuve de la cause illicite du contrat.....	549

PARTIE VI

LA NULLITÉ DES ACTES JURIDIQUES

CHAPITRE 14	LA NULLITÉ.....	555
SECTION 1	FONCTION ET CARACTÈRES DE LA NULLITÉ.....	555
Sous-section 1	La sanction d'un défaut de formation de l'acte juridique.....	555
Sous-section 2	La nullité : un droit strict de critique	559
Paragraphe 1	La non-nécessité d'un texte spécifique.....	559
Paragraphe 2	La non-nécessité d'un préjudice en tant que tel.....	562
Paragraphe 3	Absence de marge de manœuvre pour le juge.....	564
Sous-section 3	Un anéantissement judiciaire de l'acte juridique.....	565
Paragraphe 1	Un anéantissement non automatique.....	565
Paragraphe 2	Un anéantissement en principe non conventionnel.....	568
Sous-section 4	Un anéantissement rétroactif de l'acte juridique.....	570
SECTION 2	LA DUALITÉ DES NULLITÉS : LES NULLITÉS RELATIVE ET ABSOLUE	571
Sous-section 1	Exposé de la dualité.....	571
Paragraphe 1	Les caractères de la distinction.....	571

Paragraphe 2 L'application du critère de l'intérêt protégé.....	573
Sous-paragraphe 1 Les intérêts particuliers et la nullité relative.....	573
Sous-paragraphe 2 L'intérêt général et la nullité absolue.....	575
I. La distinction entre l'ordre public de direction et l'ordre public de protection.....	576
A. L'ordre public de protection.....	576
B. L'ordre public de direction.....	578
II. L'ordre public composite.....	579
Paragraphe 3 Les dérogations ponctuelles au critère de l'intérêt protégé.....	581
Paragraphe 4 La « présomption » de nullité relative.....	582
Sous-section 2 Le régime spécifique de chaque nullité.....	585
Paragraphe 1 L'attribution du droit d'invoquer la nullité	585
Sous-paragraphe 1 Le droit de critique face à la nullité absolue.....	585
I. Un droit de critique généralisé.....	585
II. Les personnes ayant un intérêt « né et actuel ».....	586
Sous-paragraphe 2 Le droit de critique face à la nullité relative.....	590
I. Un droit en principe réservé à l'une des parties au contrat.....	590
II. Un droit en principe réservé à la personne que la loi entend protéger.....	592
A. La victime du vice de formation et les personnes qui lui sont liées.....	592
B. Exceptionnellement, le cocontractant de la victime.....	594
1. Les contenu de l'exception.....	594
2. Les cas où l'exception est probablement impossible.....	596
3. Les cas où l'exception est apparemment incertaine.....	597
Paragraphe 2 L'intervention du juge.....	598
Paragraphe 3 La possibilité de confirmation.....	599
Sous-section 3 Unité fondamentale de la nullité.....	601

Sous-section 2	La méthode de restitution.....	635
Paragraphe 1	Dans le droit précédent : la suprématie de la restitution en nature.....	635
Paragraphe 2	En droit actuel : la cohabitation avec la restitution par équivalent.....	636
Sous-paragraphe 1	La restitution en nature : un principe maintenu par le nouveau droit	636
Sous-paragraphe 2	La restitution par équivalent : une exception consacrée et généralisée par le Code civil du Québec.....	637
I.	L'innovation.....	637
II.	Cas où la restitution par équivalent est admise	638
III.	Le régime de la restitution par équivalent.....	640
IV.	La prise en compte du cas fortuit	641
Sous-section 3	Les modalités de la restitution en nature	642
Paragraphe 1	La prise en compte de la dégradation ou de l'usage	643
Sous-paragraphe 1	La dégradation.....	643
Sous-paragraphe 2	L'usage.....	645
Paragraphe 2	La prise en compte des revenus.....	647
Paragraphe 3	La prise en compte des impenses	648
Sous-section 4	La charge des frais de restitution.....	649
Sous-section 5	Le cas particulier des mineurs et des majeurs protégés.....	649
Sous-section 6	Le cas délicat des contrats à exécution successive	654
Paragraphe 1	L'équilibre entre l'« impossible » restitution et la prise en compte du réel.....	654
Paragraphe 2	La méthode d'évaluation appropriée.....	657
SECTION 2	LES CONSÉQUENCES DE L'ANNULATION	
	À L'ÉGARD DES TIERS	659
Sous-section 1	Les actes d'aliénation	659
Sous-section 2	Les actes autres que d'aliénation	661

Sous-paragraphe 1 Typologie générale.....	734
Sous-paragraphe 2 La signature.....	734
Sous-section 2 Les clauses du contrat écrit.....	738
Paragraphe 1 Le contenu du contrat à proprement parler.....	738
Paragraphe 2 La date du contrat.....	738
Sous-section 3 Les clauses additionnelles.....	739
Paragraphe 1 Les clauses additionnelles verbales.....	739
Paragraphe 2 Les clauses additionnelles écrites.....	743
Sous-section 4 Les clauses contenues dans des documents extérieurs.....	744
Paragraphe 1 Le régime de droit commun.....	746
Sous-paragraphe 1 Le cas des contrats ordinaires.....	750
Sous-paragraphe 2 Le cas des contrats d'adhésion ou de consommation.....	757
Paragraphe 2 Les régimes particuliers relatifs aux clauses externes.....	763
Sous-paragraphe 1 Les clauses externes dans le droit du louage résidentiel.....	763
Sous-paragraphe 2 Les clauses externes dans le droit des assurances terrestres.....	766
Paragraphe 3 Conclusion : la portée des règles relatives à la clause externe.....	769
CHAPITRE 22 LE CONTENU OBLIGATIONNEL IMPLICITE.....	773
SECTION 1 LA LOI.....	777
Sous-section 1 La loi simplement supplétive, dite « loi supplétive ».....	778
Sous-section 2 La loi supplétive impérative, dite « loi impérative » ou « loi d'ordre public ».....	779
Sous-section 3 La portée du contenu obligationnel d'origine légale.....	780
Paragraphe 1 Cas où il y a assimilation : la nature de la responsabilité et le droit de la preuve...	780
Paragraphe 2 Cas où il n'y a pas assimilation : les règles d'interprétation, les clauses abusives et les clauses externes.....	781

Sous-section 4	La question de l'évolution de la loi depuis la conclusion du contrat	782
SECTION 2	L'USAGE	783
Sous-section 1	Rôle de l'usage	784
Sous-section 2	Nature de l'usage	786
Sous-section 3	Définition de l'usage	791
Sous-section 4	Qualités requises pour qu'une pratique soit reconnue comme un usage : fréquence et uniformité	793
Sous-section 5	La nécessaire connaissance de l'usage	797
Sous-section 6	La preuve de l'usage	800
Sous-section 7	La place de l'usage face à la loi	802
Sous-section 8	L'usage n'est pas impératif	805
SECTION 3	L'ÉQUITÉ ET LA NATURE DU CONTRAT	806
Sous-section 1	La nature du contrat	807
Paragraphe 1	La nature du contrat : source autonome de stipulations implicites ou simple cadre général?	808
Paragraphe 2	Les coordonnées de la nature du contrat	809
Sous-section 2	L'équité	811
Paragraphe 1	Le rôle exact de l'équité	812
Paragraphe 2	Exemples de stipulations implicites fondées sur l'équité	815
Paragraphe 3	Équité et bonne foi	817
CHAPITRE 23	LE SENS DU CONTENU— L'APPRÉCIATION DU SENS : INTERPRÉTATION, CLAUSES INCOMPRÉHENSIBLES ET QUALIFICATION	821
SECTION 1	L'APPRÉCIATION DU CONTENU DU CONTRAT : INTERPRÉTATION ET CLAUSES ILLISIBLES OU INCOMPRÉHENSIBLES	822
Sous-section 1	L'interprétation à proprement parler	823
Paragraphe 1	Première étape : vérifier s'il y a bien ambiguïté	825
Sous-paragraphe 1	La nécessité d'un doute	825
Sous-paragraphe 2	La phase préinterprétative	826

Sous-paragraphe 3	Les concepts de clarté et d'ambiguïté.....	829
Sous-paragraphe 4	Les deux types d'ambiguïté : l'ambiguïté intrinsèque et l'ambiguïté extrinsèque.....	832
Sous-paragraphe 5	La conséquence de la conclusion d'absence d'ambiguïté : la lecture directe selon le « sens ordinaire des mots ».....	834
Paragraphe 2	Deuxième étape : en cas d'ambiguïté, interpréter, c'est-à-dire, découvrir la commune intention des parties.....	837
Sous-paragraphe 1	Premier canon : d'abord solliciter le texte lui-même (la lecture globale).....	840
Sous-paragraphe 2	Deuxième canon : si la lecture du texte est un échec, solliciter le « contexte factuel ».....	845
I.	Les circonstances initiales : le climat de la négociation.....	845
II.	Les circonstances ultérieures : la conduite des parties.....	847
III.	Les usages au secours de l'interprétation.....	850
Sous-paragraphe 3	Troisième canon : en l'absence de contexte factuel, faire appel à la logique et à la vraisemblance.....	852
I.	Les arguments d'opportunité spécifiques.....	852
A.	La règle de la réduction des termes trop généraux.....	853
B.	La règle de l'élargissement des termes trop spécifiques.....	854
C.	La règle de l'effet utile.....	855
II.	Les arguments d'opportunité généraux.....	856
A.	La nécessité de suivre la logique, la cohérence et la rationalité.....	857
B.	La présomption voulant que les clauses dérogatoires soient d'application restrictive	858
C.	Des présomptions fondées sur la sagesse.....	860

Paragraphe 3	Troisième étape : en cas d'impasse, trancher « brutalement » en faveur d'un contractant, défini à l'avance	861
Sous-paragraphe 1	Exposé des deux règles de lecture forcée.....	862
I.	Dans les contrats ordinaires, trancher en faveur du débiteur : la règle « <i>contra stipulatorem</i> ».....	862
A.	Exposé de la règle « <i>contra stipulatorem</i> ».....	863
B.	Difficultés de mise en œuvre de la règle « <i>contra stipulatorem</i> ».....	864
II.	Le cas échéant, trancher en faveur de l'adhérent ou du consommateur : la règle « <i>contra proferentem</i> ».....	866
A.	Le développement historique de la règle « <i>contra proferentem</i> ».....	867
B.	La justification de la règle « <i>contra proferentem</i> ».....	870
C.	Exemples d'application de la règle « <i>contra proferentem</i> ».....	872
D.	Le cas particulier de l'article 17 L.p.c.	873
Sous-paragraphe 2	La question de l'ordre public des deux règles de lecture forcée	874
Sous-paragraphe 3	Les préalables à l'application des deux règles de lecture forcée.....	875
I.	Les règles « <i>contra</i> » supposent une ambiguïté	875
II.	Les règles « <i>contra</i> » ne s'appliquent qu'à titre subsidiaire	876
Sous-paragraphe 4	Bilan de la mise en œuvre des deux règles de lecture forcée.....	878
I.	Les règles « <i>contra</i> » sont assez souvent utilisées comme arguments de confort.....	878
II.	Les deux règles « <i>contra</i> » sont parfois l'objet d'une certaine confusion.....	879
III.	Les deux règles « <i>contra</i> » ont, chacune, leur raison d'être.....	880
Paragraphe 4	La théorie dite des « attentes légitimes » est-elle une méthode légitime de clarification ?.....	881

Sous-paragraphe 1	Présentation de la théorie des « attentes légitimes »	883
I.	La double dimension de la théorie des « attentes légitimes »	883
A.	La dimension minimale de la théorie des « attentes légitimes »	883
B.	La dimension maximale de la théorie des « attentes légitimes »	884
II.	L'attente raisonnable dans la jurisprudence canadienne et québécoise	885
III.	L'attente raisonnable et le législateur québécois ...	887
Sous-paragraphe 2	Appréciation critique de la théorie des attentes raisonnables	887
Sous-section 2	Les clauses illisibles et les clauses incompréhensibles	891
Paragraphe 1	Les conditions d'application de l'article 1436	893
Sous-paragraphe 1	Le caractère illisible ou incompréhensible pour une personne raisonnable	895
I.	La clause illisible	895
II.	La clause incompréhensible	898
A.	Présentation de la notion de clause incompréhensible	899
B.	Les deux principaux types d'incompréhensibilité	902
Sous-paragraphe 2	La nécessité d'un préjudice pour l'adhérent	906
Paragraphe 2	L'obligation d'information du stipulant	907
Paragraphe 3	La sanction de la clause illisible ou incompréhensible	910
SECTION 2	LA QUALIFICATION DU CONTRAT	913
Sous-section 1	Qualification et interprétation	914
Sous-section 2	Objet de la qualification	915
Sous-section 3	Méthode de la qualification	917
Sous-section 4	La qualification appartient au juge et relève du droit	919

PARTIE IX
L'EFFICACITÉ DU CONTENU CONTRACTUEL

CHAPITRE 24 APPARENCE ET RÉALITÉ : LES CLAUSES DE STYLE	
ET LES CONTRE-LETTRES (LA SIMULATION)	929
SECTION 1 LES CLAUSES DE STYLE	929
Sous-section 1 La clause de style : réalité bien vivante du droit civil	929
Sous-section 2 L'ambivalence terminologique de la clause de style	930
Sous-section 3 La justification de la notion de clause de style : préférer la volonté réelle à la volonté déclarée	931
Paragraphe 1 Les paramètres de la notion de clause de style	932
Paragraphe 2 L'application des paramètres de qualification	933
I. Quant au caractère vague de la clause	933
II. Quant au caractère inadéquat de la clause	934
Sous-section 4 La notion de clause de style n'est pas dénuée d'utilité	936
SECTION 2 LA SIMULATION	938
Sous-section 1 La notion de simulation	938
Paragraphe 1 Définition et types de simulation	938
Paragraphe 2 La nature juridique de la simulation	943
Sous-section 2 Le régime de la simulation	946
Paragraphe 1 Le principe de neutralité de la simulation	947
Paragraphe 2 Les effets de la simulation	949
Sous-paragraphe 1 Les effets de la simulation entre les parties : la force obligatoire du contrat résiste à la simulation	949
Sous-paragraphe 2 Les effets de la simulation envers les tiers : l'apparence résiste à la réalité	950

CHAPITRE 25 APPARENCE ET BONNE FOI : LES CLAUSES ABUSIVES	957
SECTION 1 LA NOTION DE CLAUSE ABUSIVE.....	957
Sous-section 1 Les origines de la notion	957
Paragraphe 1 Perspectives comparatives	958
Paragraphe 2 Perspectives historiques	961
Sous-section 2 La nature juridique de la notion de clause abusive	963
Paragraphe 1 La notion de clause abusive et l'exigence du consentement.....	963
Paragraphe 2 La notion de clause abusive et la lésion	966
SECTION 2 LE CONTRÔLE DES CLAUSES ABUSIVES.....	974
Sous-section 1 La définition de l'article 1437	976
Paragraphe 1 Les critères d'application	977
Sous-paragraphe 1 Caractère excessif et déraisonnable de la clause	977
Sous-paragraphe 2 ... « allant ainsi à l'encontre de ce qu'exige la bonne foi »	986
Paragraphe 2 L'illustration contenue à l'alinéa 2 de l'article 1437	988
Sous-section 2 Les clauses visées par l'article 1437 : petit inventaire.....	990
Sous-section 3 Les sanctions de l'article 1437	999
CHAPITRE 26 APPARENCE ET LÉGALITÉ : L'ORDRE PUBLIC.....	1005
SECTION 1 L'ORDRE PUBLIC : UNE LIMITE AU PRINCIPE DU LIBRE AMÉNAGEMENT DU CONTENU CONTRACTUEL	1005
Sous-section 1 Le droit commun des contrats est, en principe, de droit supplétif.....	1007
Paragraphe 1 Le principe.....	1007
Paragraphe 2 Les exceptions.....	1008
Sous-paragraphe 1 L'ordre public du Code civil au cas par cas.....	1009
Sous-paragraphe 2 L'ordre public du Code civil imprégnant, depuis peu, deux pans entiers du droit des contrats.....	1010

I.	L'ordre public et les baux de logement.....	1010
A.	La double structure de l'ordre public du louage résidentiel au niveau de sa portée	1010
B.	Le caractère flexible de l'ordre public du louage résidentiel	1011
II.	L'ordre public et les assurances terrestres.....	1012
A.	La réforme de 1974-76 du droit des assurances.....	1012
B.	La codification de 1991-1994 du droit civil.....	1013
Sous-section 2	Le droit de la consommation est, en principe, d'ordre public	1015
Paragraphe 1	La loi de 1978 est globalement impérative ...	1016
Paragraphe 2	Certaines dispositions de la loi de 1978 échappent, exceptionnellement, à l'ordre public	1017
SECTION 2	L'ORDRE PUBLIC FORMEL ET L'ORDRE PUBLIC VIRTUEL	1018
Sous-section 1	L'ordre public formel	1018
Paragraphe 1	L'ordre public véritablement décrété.....	1019
Paragraphe 2	L'ordre public simplement indiqué.....	1019
Sous-section 2	L'ordre public virtuel	1022
Paragraphe 1	L'ordre public virtuel portant sur un texte de loi	1022
Sous-section 3	L'ordre public virtuel portant sur un principe de droit.....	1026
Paragraphe 1	La promotion des intérêts collectifs.....	1027
Paragraphe 2	La promotion des intérêts individuels	1029
Sous-paragraphe 1	La liberté d'organiser sa vie à sa guise	1030
Sous-paragraphe 2	La liberté de gagner sa vie	1031
SECTION 3	L'ORDRE PUBLIC DE PROTECTION ET L'ORDRE PUBLIC DE DIRECTION.....	1035
Sous-section 1	L'intérêt de la distinction entre l'ordre public de protection et l'ordre public de direction	1036
Paragraphe 1	La question de l'amélioration du sort du contractant vulnérable.....	1037
Paragraphe 2	La question de la renonciation, après-coup, à un droit protégé par l'ordre public.....	1038

Sous-paragraphe 1	La règle à l'état brut	1038
Sous-paragraphe 2	Les possibles tempéraments du législateur à la règle des renonciations postérieures	1039
Sous-section 2	La mise en œuvre de la distinction entre l'ordre public de protection et l'ordre public de direction	1041
SECTION 4	LES CONSÉQUENCES DE LA CONTRAVENTION D'UNE CLAUSE À L'ORDRE PUBLIC	1043
Sous-section 1	Le principe de la sanction	1043
Sous-section 2	La portée de la nullité	1045
Sous-section 3	La nullité de la clause, seule sanction disponible?	1047
Paragraphe 1	Cas où le contrat ne prévoit pas la réduction de la clause qui viole l'ordre public	1047
Sous-paragraphe 1	Les cas ordinaires	1047
Sous-paragraphe 2	Les cas impliquant un contrat d'adhésion et une clause, par ailleurs, « abusive »	1049
Paragraphe 2	Cas où le contrat autorise la réduction de la clause qui viole l'ordre public	1050
Sous-paragraphe 1	La clause de réécriture	1050
Sous-paragraphe 2	La clause de réduction en paliers	1052

PARTIE X

LA FORCE OBLIGATOIRE DU CONTRAT

CHAPITRE 27	LA NÉCESSITÉ D'EXÉCUTER LES OBLIGATIONS DE MANIÈRE CONFORME À LA BONNE FOI	1063
SECTION 1	HISTORIQUE DE LA NOTION	1064
SECTION 2	LES CONTOURS DE LA NOTION	1067
Sous-section 1	Le devoir de loyauté	1070
Paragraphe 1	Ne pas alourdir le fardeau du cocontractant	1071
Paragraphe 2	Ne pas compromettre la relation contractuelle	1072

Paragraphe 3	Ne pas adopter une conduite excessive ou déraisonnable.....	1074
Sous-paragraphe 1	Ne pas tirer profit d'une situation pour échapper à ses engagements ou pour retirer un avantage indu	1076
Sous-paragraphe 2	Ne pas créer de fausses attentes	1078
Sous-paragraphe 3	Ne pas nuire au cocontractant par des actions inutiles, tracassières ou intempestives.....	1081
Sous-section 2	Le devoir de coopération.....	1084
Paragraphe 1	Faciliter l'exécution du contrat.....	1086
Paragraphe 2	Veiller aux intérêts du cocontractant — les devoirs d'information et de conseil	1087
Sous-paragraphe 1	Présentation générale de ces deux devoirs	1087
Sous-paragraphe 2	Le devoir de renseignement	1090
Sous-paragraphe 3	Le devoir de conseil	1095
SECTION 3	LES SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DE L'EXIGENCE DE BONNE FOI.....	1097
Paragraphe 1	Les sanctions classiques	1099
Sous-paragraphe 1	Une sanction classique incontestable: les dommages-intérêts.....	1099
Sous-paragraphe 2	Une sanction classique à l'application problématique: la résolution (ou la résiliation) du contrat	1104
Paragraphe 2	Les sanctions spécifiques.....	1107
Sous-paragraphe 1	La fin de non-recevoir.....	1107
Sous-paragraphe 2	La reddition de compte.....	1112
CHAPITRE 28	LE RESPECT DU CONTRAT DANS LE TEMPS	1119
SECTION 1	L'IMPOSSIBLE SORTIE UNILATÉRALE D'UN CONTRAT EN COURS	1119
Sous-section 1	L'irrévocabilité quasi absolue des contrats à durée déterminée.....	1120
Paragraphe 1	La notion de contrat à durée déterminée.....	1120
Paragraphe 2	Le principe de l'impossible résiliation (ou résolution) unilatérale	1123

Paragraphe 3	La résiliation amiable	1124
Sous-paragraphe 1	Présentation générale.....	1124
Sous-paragraphe 2	La mécanique de constitution de la convention révocatoire	1126
Sous-paragraphe 3	Les conséquences d'une révocation bilatérale.....	1129
I.	Le contrat résilié n'a pas encore produit d'effet	1129
II.	Le contrat résilié a déjà fait l'objet d'un commencement d'exécution	1129
A.	Le contrat résilié est à exécution successive	1130
B.	Le contrat révoqué est à exécution immédiate.....	1130
Paragraphe 4	La résiliation unilatérale licite.....	1131
Sous-paragraphe 1	La résiliation unilatérale fondée sur une clause du contrat	1132
I.	La résiliation unilatérale d'origine conventionnelle doit-elle être motivée?.....	1134
II.	Celui qui use de la faculté de résiliation d'origine conventionnelle doit-il une indemnité au cocontractant?	1138
III.	La procédure de mise en œuvre de la faculté de résiliation d'origine conventionnelle	1140
A.	Nécessité d'un préavis	1140
B.	Forme du préavis ou de l'avis	1141
C.	Quantum du délai de préavis.....	1142
IV.	La faculté de révocation d'origine conventionnelle peut-elle être exercée en tout temps?	1143
Sous-paragraphe 2	La résiliation unilatérale fondée sur un texte de loi.....	1143
I.	Justification, nature et caractères de cette faculté exceptionnelle.....	1143
A.	Domaines et justification de l'exception.....	1143
1.	Certains contrats fondés sur la confiance ou l' <i>intuitus personæ</i>	1144
2.	Certains contrats réels, pour tenir compte des intérêts de propriétaire du contractant qui a livré le bien.....	1145

3.	Certains contrats d'assurance, pour des raisons d'ordre technique.....	1145
4.	Certains contrats de consommation.....	1146
B.	Nature de la résiliation unilatérale d'origine légale.....	1147
1.	Une faculté exceptionnelle.....	1147
2.	Une faculté susceptible, le cas échéant, de modulations contractuelles.....	1148
II.	Conditions de fond de la faculté révocatoire d'origine légale.....	1149
A.	Le titulaire de cette faculté.....	1149
B.	La faculté de résiliation unilatérale d'origine légale est, le plus souvent, impérative.....	1150
C.	Une faculté tantôt discrétionnaire, tantôt sujette à motivation.....	1152
1.	Les cas de résiliation à caractère discrétionnaire.....	1152
2.	Les cas où la faculté de révoquer n'est pas discrétionnaire.....	1154
a.	Le cas du mandat.....	1154
b.	Le cas du contrat de travail.....	1156
c.	Le cas du prestataire de services ou de l'entrepreneur.....	1158
d.	Les autres cas.....	1159
III.	Conditions de mise en œuvre de la faculté révocatoire d'origine légale.....	1161
A.	Moment d'exercice de la faculté de résiliation discrétionnaire d'origine légale.....	1161
B.	Forme de la résiliation unilatérale d'origine légale.....	1162
C.	Prix de la résiliation unilatérale d'origine légale.....	1164
Sous-section 2	La révocabilité relative des contrats à durée indéterminée.....	1167
Paragraphe 1	Notion de contrat à durée indéterminée.....	1168
Paragraphe 2	Contrats où un texte spécifique prévoit la résiliation unilatérale.....	1170

I.	Cas où la loi distingue entre les deux types de durée.....	1170
1.	Le contrat de travail.....	1170
2.	Les contrats de louage.....	1175
a.	Les baux non résidentiels.....	1175
b.	Le bail résidentiel.....	1176
II.	Cas où la loi ne distingue pas entre les deux types de durée.....	1176
Paragraphe 3	Cas où nul texte ne prévoit la résiliation unilatérale.....	1177
Sous-section 3	La catégorie mitoyenne des contrats dits perpétuels.....	1181
Paragraphe 1	La perpétuité des rentes et des baux commerciaux.....	1182
Paragraphe 2	Le contrat de travail perpétuel.....	1184
Paragraphe 3	Le droit commun du vice de perpétuité.....	1185
Sous-paragraphe 1	Y a-t-il un vice de perpétuité en droit commun?.....	1185
Sous-paragraphe 2	Quelle serait la sanction du vice de perpétuité?.....	1188
SECTION 2	L'IMPOSSIBLE MAINTIEN UNILATÉRAL DU CONTRAT À L'ARRIVÉE DE SON TERME.....	1189
Sous-section 1	Le principe de la fin du contrat à l'arrivée du terme.....	1189
Sous-section 2	Les conventions de renouvellement.....	1190
Paragraphe 1	Le renouvellement explicite.....	1190
Paragraphe 2	Le renouvellement implicite.....	1193
Sous-section 3	La tacite reconduction.....	1195
Paragraphe 1	La notion générale de tacite reconduction ..	1195
Paragraphe 2	Le régime de la tacite reconduction réglementée par la loi.....	1200
Paragraphe 3	La question de la tacite reconduction non réglementée par la loi.....	1202
Sous-section 4	La faculté de renouvellement unilatéral.....	1205
Sous-section 5	La reconduction automatique d'origine conventionnelle.....	1208
Sous-section 6	La reconduction automatique d'origine légale.....	1212

PARTIE XI
LA RELATIVITÉ DU CONTRAT

CHAPITRE 30 LES TIERS, LES CONTRACTANTS ET LES HÉRITIERS	1255
SECTION 1 EN PRINCIPE, SEULES LES PARTIES CONTRACTANTES, À L'EXCLUSION DES TIERS, SONT VISÉES PAR LE CONTRAT.....	1255
SECTION 2 LES HÉRITIERS D'UNE DES PARTIES CONTRACTANTES.....	1257
Sous-section 1 La règle de la transmission universelle.....	1258
Sous-section 2 Les exceptions à la règle de la transmission successorale.....	1259
Paragraphe 1 La nature personnelle des prestations (<i>l'intuitus personae</i>).....	1259
Paragraphe 2 La volonté des parties.....	1261
Sous-section 3 Le cas des personnes morales.....	1261
CHAPITRE 31 LES AYANTS CAUSE PARTICULIERS.....	1265
SECTION 1 L'AYANT CAUSE PARTICULIER ET LES OBLIGATIONS DE SON AUTEUR.....	1266
Sous-section 1 La règle de la non-transmission des obligations de l'auteur à l'ayant cause particulier.....	1266
Sous-section 2 Les tempéraments à la règle de la non-transmission des obligations à l'ayant cause particulier.....	1267
Paragraphe 1 La clause de prise en charge.....	1267
Paragraphe 2 Certaines exceptions légales.....	1268
Paragraphe 3 Le cas des biens hypothéqués.....	1269
Paragraphe 4 Le recours oblique.....	1270
SECTION 2 L'AYANT CAUSE PARTICULIER ET LES DROITS DE SON AUTEUR.....	1271
Sous-section 1 Certains droits réels étendant la portée d'un bien.....	1271
Sous-section 2 Les droits personnels.....	1272
Paragraphe 1 Les droits personnels ordinaires.....	1273
Paragraphe 2 Les droits personnels « intimement liés au bien ».....	1274

Sous-paragraphe 1 Une distinction née de la jurisprudence antérieure.....	1275
I. L'arrêt <i>Aqueduc du Lac St-Jean</i>	1275
II. L'arrêt <i>Kravitz</i>	1277
1. La problématique de l'arrêt <i>Kravitz</i>	1277
2. Le recours du sous-acquéreur est celui qu'aurait pu exercer le premier acheteur	1279
3. La garantie initiale a été automatiquement transmise avec la propriété du bien	1280
4. Ce transfert implicite s'explique par le caractère accessoire du droit personnel en cause.....	1280
5. À condition que ce droit ne soit pas <i>intuitu personae</i>	1280
6. Conclusion : le critère de l'intérêt véritable dans l'exercice du droit en cause.....	1281
7. La mobilité « à l'infini » du transfert et du recours « direct ».....	1282
8. Le « revers de la médaille »	1284
9. Une transmission complète.....	1285
10. Une solution juste et équilibrée.....	1286
11. L'incontestable succès de l'arrêt <i>Kravitz</i> en jurisprudence.....	1287
12. Les zones d'ombre de la solution <i>Kravitz</i>	1289
Sous-paragraphe 2 La transposition législative de la solution prétorienne : l'article 1442 C.c.Q.	1291
I. Une codification à proprement parler	1291
II. Une codification porteuse de mystères	1293
1. L'ambivalence de la notion d'accessoire	1293
2. La nécessaire transmission d'un bien	1294
III. L'avenir de la codification	1296
1. Les présomptions acquises d'accessoire indispensable.....	1296
2. Les présomptions non nécessairement acquises d'accessoire indispensable	1298
Sous-paragraphe 3 Les solutions légales apparentées.....	1299
I. Les articles 53 et 54 L.p.c.....	1299

1.	Un recours direct indépendant de toute idée de transmission de droits	1300
2.	Un recours direct étendu à tout autre acquéreur consommateur	1301
II.	L'article 1730 C.c.Q.....	1302
1.	Un recours véritablement direct	1303
2.	Un recours à l'abri des vicissitudes des recours de l'acheteur revendeur final	1303
3.	Un recours arrimé à la dernière vente	1304
4.	La question de l'option entre les articles 1442 et 1730.....	1306
CHAPITRE 32	LA STIPULATION POUR AUTRUI	1311
SECTION 1	LES CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA STIPULATION POUR AUTRUI	1313
SECTION 2	LES CONDITIONS DE CRÉATION DE LA STIPULATION POUR AUTRUI	1321
Sous-section 1	Les conditions essentielles.....	1321
Paragraphe 1	Nécessité d'un « contrat porteur »	1321
Paragraphe 2	Nécessité pour le contrat de créer une créance	1324
Sous-paragraphe 1	Un simple avantage général ne suffit pas	1324
Sous-paragraphe 2	La créance du tiers n'est pas cantonnée au versement d'une somme d'argent	1325
Paragraphe 3	Nécessité pour le bénéficiaire d'être un tiers.....	1327
Sous-paragraphe 1	Le bénéficiaire: le tiers désigné ou le stipulant?	1327
Sous-paragraphe 2	La notion de tiers	1328
I.	Un tiers véritable, et non un « étranger » représenté au contrat	1328
II.	La délicate question du cumul des qualités de tiers bénéficiaire et d'ayant cause universel du stipulant	1329
Sous-section 2	Les conditions techniques de la stipulation pour autrui.....	1333

Paragraphe 1	Quant à la stipulation elle-même.....	1333
Sous-paragraphe 1	Formalisme ou consensualisme?.....	1333
Sous-paragraphe 2	Une stipulation nécessairement expresse? La question des stipulations pour autrui implicites et tacites.....	1334
Paragraphe 2	Quant au bénéficiaire.....	1339
Sous-paragraphe 1	Existence du bénéficiaire.....	1339
Sous-paragraphe 2	Détermination du bénéficiaire.....	1340
SECTION 3	LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA STIPULATION POUR AUTRUI....	1342
Sous-section 1	La nature des droits conférés au bénéficiaire..	1342
Paragraphe 1	Les caractéristiques favorables au tiers.....	1342
Sous-paragraphe 1	Un droit de créance personnel au bénéficiaire.....	1342
Sous-paragraphe 2	Une créance entrant immédiatement dans le patrimoine du bénéficiaire....	1343
Paragraphe 2	Les limites des avantages conférés au tiers....	1344
Sous-paragraphe 1	Un droit assujéti aux conditions du contrat de base.....	1344
Sous-paragraphe 2	Une créance qui peut être affectée d'une obligation accessoire.....	1346
Sous-section 2	Le droit de révoquer la désignation du bénéficiaire.....	1347
Paragraphe 1	Les paramètres de la révocabilité et de l'irrévocabilité.....	1347
Sous-paragraphe 1	Les paramètres fixés par le législateur.....	1348
Sous-paragraphe 2	Les paramètres fixés par le contrat porteur.....	1349
I.	La stipulation peut-elle être déclarée irrévocable?.....	1349
II.	La stipulation peut-elle être déclarée révoquée?...	1349
Paragraphe 2	L'acceptation de la stipulation.....	1350
Sous-paragraphe 1	L'exercice de l'acceptation.....	1350
I.	L'auteur de l'acceptation.....	1350
II.	Le destinataire de l'acceptation.....	1351
III.	La nature et la forme de l'acceptation.....	1351
Sous-paragraphe 2	Les conséquences de l'acceptation...	1353
I.	L'impossible révocation unilatérale.....	1353

II. La problématique résiliation amiable du contrat porteur	1354
III. Une intangibilité à double sens	1354
Paragraphe 3 La révocation de la stipulation	1355
Sous-paragraphe 1 L'exercice de la révocation	1355
I. Les acteurs de la révocation	1355
II. La nature de la révocation.....	1355
III. La mise en œuvre de la révocation	1356
Sous-paragraphe 2 Les conséquences de la révocation ...	1357
Sous-section 3 Les recours offerts par la stipulation pour autrui.....	1358
Paragraphe 1 Les recours du tiers	1358
Sous-paragraphe 1 Les recours du tiers contre le promettant	1358
Sous-paragraphe 2 Absence, en principe, de recours du tiers contre le stipulant.....	1359
Paragraphe 2 Les recours du stipulant contre le promettant	1360
Sous-paragraphe 1 Les recours fondés sur l'insatisfaction du stipulant comme cocontractant du promettant	1360
Sous-paragraphe 2 Le recours visant l'exécution en nature en faveur du tiers	1361
CHAPITRE 33 LA PROMESSE POUR AUTRUI ET LA PROMESSE DU FAIT D'AUTRUI	1365
SECTION 1 LA PROMESSE POUR AUTRUI.....	1365
SECTION 2 LA PROMESSE DU FAIT D'AUTRUI	1366
Sous-section 1 La nature de la promesse du fait d'autrui	1367
Sous-section 2 Le régime de la promesse du fait d'autrui.....	1372
Paragraphe 1 Le tiers acquiesce.....	1372
Paragraphe 2 Le tiers n'acquiesce pas.....	1375
CHAPITRE 34 LES TIERS « ABSOLUS »	1379
SECTION 1 LES INCIDENCES « POSITIVES » D'UN TIERS CONTRAT	1380
Sous-section 1 La naissance d'un droit extracontractuel	1380

Sous-section 2 L'extinction d'une obligation contractuelle	1383
SECTION 2 LES INCIDENCES « NÉGATIVES » D'UN TIERS CONTRAT	1383

PARTIE XII

LES MODALITÉS DES OBLIGATIONS

CHAPITRE 35 L'OBLIGATION CONDITIONNELLE	1393
SECTION 1 LA NOTION DE CONDITION	1393
Sous-section 1 La spécificité de la notion de condition	1393
Paragraphe 1 La condition est une réserve portant sur l'existence même de l'obligation	1394
Paragraphe 2 La condition n'est pas une obligation.....	1396
Sous-section 2 Les composantes de la notion de condition	1396
Paragraphe 1 Un événement futur.....	1397
Paragraphe 2 Un événement incertain.....	1399
Paragraphe 3 Un événement extrinsèque au rapport d'obligation	1400
Sous-section 3 Les qualités requises pour la validité d'une condition.....	1402
Paragraphe 1 La condition doit en principe être stipulée...	1402
Paragraphe 2 La condition doit être possible.....	1404
Paragraphe 3 La condition doit être licite	1405
Paragraphe 4 La condition doit être indépendante du bon vouloir exclusif du débiteur	1407
SECTION 2 LE RÉGIME DE LA CONDITION	1409
Sous-section 1 Principes généraux	1409
Paragraphe 1 La condition agit de plein droit.....	1409
Paragraphe 2 La condition agit de manière rétroactive.....	1409
Sous-section 2 Les conséquences de la stipulation d'une condition.....	1411
Paragraphe 1 Conséquences de la condition suspensive	1411
Sous-paragraphe 1 Durant l'incertitude	1411
Sous-paragraphe 2 À la levée de l'incertitude.....	1413
I. Il devient certain que l'événement suspensif ne se produira pas.....	1413
1. Cas où l'échec de la condition est fortuit.....	1413

2. Cas où l'échec de la condition est dû au débiteur de l'obligation.....	1414
II. L'événement suspensif s'est produit.....	1415
Paragraphe 2 Conséquences de la condition résolutoire ...	1416
Sous-paragraphe 1 Durant l'incertitude.....	1416
Sous-paragraphe 2 À la levée de l'incertitude.....	1417
I. Il devient certain que l'événement résolutoire ne se produira pas.....	1417
II. L'événement résolutoire se produit.....	1417
CHAPITRE 36 L'OBLIGATION À TERME.....	1421
SECTION 1 LA NOTION DE TERME.....	1421
Sous-section 1 Le terme est un événement futur et certain	1421
Sous-section 2 Terme suspensif et terme extinctif: une cohabitation hétéroclite.....	1424
SECTION 2 LES SOURCES DU TERME.....	1425
SECTION 3 LE RÉGIME DU TERME.....	1427
Sous-section 1 Le terme avant l'arrivée de l'échéance	1427
Paragraphe 1 le débiteur ne peut être contraint à payer.....	1427
Sous-paragraphe 1 le report de l'exigibilité et ses principales conséquences	1427
Sous-paragraphe 2 les autres conséquences du report de l'exigibilité.....	1428
Paragraphe 2 L'obligation à terme existe néanmoins.....	1428
Sous-paragraphe 1 Le principe de l'existence de l'obligation à terme.....	1429
Sous-paragraphe 2 La validité de principe d'un paiement avant l'échéance.....	1430
Sous-section 2 Le terme à l'arrivée de l'échéance.....	1431
SECTION 4 LA FIN PRÉMATURÉE DU BÉNÉFICE DU TERME	1432
Sous-section 1 La déchéance du bénéfice du terme	1432
Paragraphe 1 La déchéance légale.....	1433
Sous-paragraphe 1 L'insolvabilité.....	1434
Sous-paragraphe 2 La faillite.....	1435
Sous-paragraphe 3 La diminution des sûretés.....	1437
Sous-paragraphe 4 Le non-respect des conditions de l'octroi du terme	1439

Sous-paragraphe 5	Le non-respect de la propriété du vendeur dans la vente à tempérament.....	1441
Paragraphe 2	La déchéance conventionnelle.....	1442
Sous-paragraphe 1	La légalité des clauses de déchéance.....	1441
Sous-paragraphe 2	La mise en œuvre des clauses de déchéance.....	1441
Sous-section 2	La renonciation au bénéfice du terme : la question du paiement par anticipation.....	1445
CHAPITRE 37	LES OBLIGATIONS CONJOINTE, SOLIDAIRE ET <i>IN SOLIDUM</i>	1449
SECTION 1	LES OBLIGATIONS CONJOINTES.....	1449
Sous-section 1	Les codébiteurs conjoints.....	1450
Paragraphe 1	Le régime des dettes simplement conjointes.....	1451
Paragraphe 2	Le domaine des dettes simplement conjointes.....	1452
Sous-section 2	Les co-créanciers conjoints.....	1453
Paragraphe 1	Le régime des créances simplement conjointes.....	1454
Paragraphe 2	Le domaine des créances simplement conjointes.....	1454
SECTION 2	LES OBLIGATIONS SOLIDAIRES.....	1455
Sous-section 1	Les codébiteurs solidaires.....	1455
Paragraphe 1	La notion de solidarité passive.....	1455
Sous-paragraphe 1	La solidarité passive : une garantie d'efficacité de la créance.....	1455
Sous-paragraphe 2	La solidarité passive : une faveur à laquelle le créancier peut renoncer....	1457
Paragraphe 2	Le régime de la solidarité passive.....	1458
Sous-paragraphe 1	Les relations entre les codébiteurs et le créancier.....	1458
I.	Les effets principaux de la solidarité passive....	1459
II.	Les effets secondaires de la solidarité passive ...	1460
Sous-paragraphe 2	Les relations entre les codébiteurs eux-mêmes.....	1462
Paragraphe 3	Le domaine de la solidarité passive.....	1465

Sous-paragraphe 1 La solidarité prévue par le législateur	1465
I. La solidarité légale en matière extracontractuelle.....	1466
II. La solidarité légale en matière contractuelle.....	1470
III. Les autres cas de solidarité prévus par la loi.....	1472
Sous-paragraphe 2 La solidarité prévue par les contractants.....	1476
Sous-section 2 Les co-créanciers solidaires	1478
Paragraphe 1 Le régime de la solidarité active.....	1478
Paragraphe 2 Le domaine de la solidarité active	1479
SECTION 3 L'OBLIGATION <i>IN SOLIDUM</i>	1480
Paragraphe 1 Le régime de l'obligation <i>in solidum</i>	1481
Paragraphe 2 La consécration de l'obligation <i>in solidum</i> ...	1484
Paragraphe 3 Le domaine de l'obligation <i>in solidum</i>	1486
CHAPITRE 38 LES OBLIGATIONS DIVISIBLE ET INDIVISIBLE.....	1493
SECTION 1 LA NOTION DE DIVISIBILITÉ ET D'INDIVISIBILITÉ.....	1493
SECTION 2 L'INTÉRÊT DE LA NOTION D'OBLIGATION INDIVISIBLE.....	1495
Sous-section 1 Un rôle d'équivalence relative de la solidarité.....	1495
Sous-section 2 Un certain rôle de solidarisation au niveau successoral.....	1497
Sous-section 3—Le domaine de l'indivisibilité.....	1498
CHAPITRE 39 LES OBLIGATIONS CONJONCTIVE, ALTERNATIVE ET FACULTATIVE.....	1503
SECTION 1 L'OBLIGATION CONJONCTIVE	1503
SECTION 2 LES OBLIGATIONS DISJONCTIVES (ALTERNATIVE OU FACULTATIVE).....	1504
Sous-section 1 L'obligation alternative.....	1505
Sous-section 2 L'obligation facultative	1508

PARTIE XIII
L'EXÉCUTION VOLONTAIRE DES OBLIGATIONS

CHAPITRE 40	LE PAIEMENT PROPREMENT DIT	1515
SECTION 1	LA NOTION DE PAIEMENT	1515
SECTION 2	L'OBJET ET LES MODALITÉS DU PAIEMENT.....	1516
Sous-section 1	Le paiement des obligations non monétaires...	1516
Sous-section 2	Le paiement des obligations monétaires	1517
SECTION 3	LES EXIGENCES DE VALIDITÉ DU PAIEMENT	1520
Sous-section 1	Les exigences relatives à l'existence et à l'exigibilité de l'obligation	1520
Sous-section 2	Les exigences relatives à la qualité de la prestation.....	1520
Sous-section 3	Les exigences relatives aux acteurs du paiement.....	1526
Sous-section 4	Les exigences relatives aux coordonnées du paiement.....	1529
SECTION 5	LE DROIT DU DÉBITEUR DE PAYER : LA TECHNIQUE DES OFFRES ET DE LA CONSIGNATION	1531
CHAPITRE 41	LA PREUVE ET L'IMPUTATION DU PAIEMENT	1535
SECTION 1	LA PREUVE DU PAIEMENT.....	1535
SECTION 2	L'IMPUTATION DU PAIEMENT.....	1540
Sous-section 1	L'imputation par les parties ou par l'une d'elles.....	1541
Sous-section 2	L'imputation légale.....	1543
CHAPITRE 42	LE PAIEMENT PAR COMPENSATION	1547
SECTION 1	LA COMPENSATION LÉGALE.....	1549
Sous-section 1	Les conditions positives : les exigences de la compensation légale	1549
Sous-section 2	Les conditions négatives : les obstacles à la compensation légale	1556
SECTION 2	LE RÉGIME DE LA COMPENSATION LÉGALE.....	1562

Sous-section 1	L'automatisme de principe de la compensation légale comme paiement d'une dette	1562
Sous-section 2	La compensation légale et ses effets à l'égard de certains tiers	1567
SECTION 3	LA COMPENSATION CONVENTIONNELLE.....	1569
SECTION 4	LA COMPENSATION JUDICIAIRE.....	1571

PARTIE XIV

L'INEXÉCUTION LÉGITIME DES OBLIGATIONS

CHAPITRE 43	LA CONFUSION.....	1579
SECTION 1	LES SITUATIONS DONNANT LIEU À LA CONFUSION	1579
SECTION 2	LE RÉGIME DE LA CONFUSION	1581
SECTION 3	LA NATURE JURIDIQUE DE LA CONFUSION.....	1584
CHAPITRE 44	LA REMISE DE DETTE.....	1587
SECTION 1	LA NATURE DE LA REMISE DE DETTE	1587
SECTION 2	LES CONDITIONS DE LA REMISE DE DETTE	1589
SECTION 3	LES CONSÉQUENCES DE LA REMISE DE DETTE.....	1592
CHAPITRE 45	L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION.....	1597
SECTION 1	LA SOURCE DE L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION :	
LA FORCE MAJEURE		1597
Sous-section 1	La notion de la force majeure	1597
Paragraphe 1	Les éléments constitutifs	1598
Paragraphe 2	Applications jurisprudentielles	1602
Paragraphe 3	Preuve.....	1605
Sous-section 2	L'adaptation contractuelle de la force majeure.....	1607
SECTION 2	LES EFFETS DE L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION :	
LA THÉORIE DES RISQUES DU CONTRAT.....		1608
Sous-section 1	Les risques dans le contrat synallagmatique non translatif de droit réel.....	1611

Sous-section 2 Les risques dans le contrat synallagmatique translatif de droit réel	1612
CHAPITRE 46 L'EXCEPTION D'INEXÉCUTION ET LE DROIT DE RÉTENTION...	1625
SECTION 1 L'EXCEPTION D'INEXÉCUTION	1625
Sous-section 1 Les conditions de l'exception d'inexécution	1629
Sous-section 2 Les effets de l'exception d'inexécution	1632
SECTION 2 LE DROIT DE RÉTENTION.....	1634
PARTIE XV	
L'INEXÉCUTION ILLÉGITIME : LES PRÉPARATIFS DES SANCTIONS	
CHAPITRE 47 LA DEMEURE.....	1647
SECTION 1 NOTION ET UTILITÉ DE LA DEMEURE.....	1647
SECTION 2 LES FORMES DE LA DEMEURE.....	1649
Sous-section 1 La demeure émanant d'un acte formel du créancier	1649
Paragraphe 1 La demande extrajudiciaire.....	1650
Paragraphe 2 La demande judiciaire	1655
Sous-section 2 La demeure automatique	1657
Paragraphe 1—La demeure automatique d'origine contractuelle.....	1657
Paragraphe 2 La demeure automatique d'origine légale	1661
CHAPITRE 48 LES MESURES CONSERVATOIRES.....	1667
SECTION 1 L'ACTION OBLIQUE	1669
Sous-section 1 Les conditions de l'action oblique.....	1669
Sous-section 2 L'objet de l'action oblique.....	1679
SECTION 2 L'ACTION EN INOPPOSABILITÉ	1683
Sous-section 1 Les conditions de l'action en inopposabilité....	1685
Paragraphe 1 Les conditions relatives au créancier.....	1685
Paragraphe 2 Les conditions quant à l'acte attaqué.....	1689
Sous-section 2 Les effets de l'action en inopposabilité.....	1702

Sous-section 5 La résolution nécessite une demeure.....	1749
SECTION 3 LES FORMES DE LA RÉOLUTION : LE RECOURS AU TRIBUNAL EST-IL LA RÈGLE OU L'EXCEPTION?	1750
SECTION 4 LES CONSÉQUENCES DE LA RÉOLUTION	1758
CHAPITRE 51 LA RÉDUCTION DE L'OBLIGATION CORRÉLATIVE.....	1763
SECTION 1 L'HISTORIQUE ET LES CARACTÈRES DE LA RÉDUCTION.....	1763
SECTION 2 LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA RÉDUCTION.....	1767
CHAPITRE 52 L'OCTROI DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS :	
PRINCIPES DIRECTEURS.....	1773
SECTION 1 LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE	1775
Sous-section 1 Les conditions positives de la responsabilité contractuelle.....	1775
Paragraphe 1 La faute contractuelle.....	1775
Paragraphe 2 Le préjudice.....	1779
Paragraphe 3 Le lien de causalité.....	1780
Sous-section 2 Les conditions négatives de la responsabilité contractuelle.....	1782
Paragraphe 1 Le créancier ne doit pas avoir contribué à l'aggravation du préjudice	1782
Paragraphe 2 Le contrat ne doit pas avoir limité ou exclu la responsabilité.....	1783
Sous-paragraphe 1 La portée des clauses de non-responsabilité.....	1784
Sous-paragraphe 2 La légalité des clauses limitant ou excluant la responsabilité	1784
Sous-paragraphe 3 La réglementation des clauses de limitation ou d'exclusion de la responsabilité.....	1792
SECTION 2 LES TYPES DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS	1795
Sous-section 1 Les dommages compensatoires.....	1795
Paragraphe 1 Les dommages indemnitaires.....	1796
Paragraphe 2 Les dommages moratoires.....	1797
Sous-section 2 Les dommages punitifs.....	1799

SECTION 3	L'ÉVALUATION DES DOMMAGES	1802
Sous-section 1	La méthode normale	1803
Sous-section 2	La clause pénale	1803
Paragraphe 1	Les objectifs, la nature et les effets de la clause pénale	1804
Paragraphe 2	L'intangibilité de la clause pénale : principe et limites	1809
SECTION 4	LE QUANTUM GLOBAL DES DOMMAGES (POUR LES OBLIGATIONS NON MONÉTAIRES)	1812

PARTIE XVII

LA TRANSMISSION ET LES MUTATIONS DE L'OBLIGATION

CHAPITRE 53	LA SUBROGATION	1821
SECTION 1	LA NOTION DE SUBROGATION	1821
SECTION 2	LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA SUBROGATION.....	1825
Sous-section 1	La subrogation conventionnelle	1826
Paragraphe 1	Subrogation avec le consentement du créancier (<i>ex parte creditoris</i>)	1826
Paragraphe 2	Subrogation avec le consentement du débiteur (<i>ex parte debitoris</i>)	1828
Sous-section 2	La subrogation légale.....	1836
I.	Les cas prévus par les paragraphes 1 à 4 de l'article 1656 du Code civil.....	1837
1.	La subrogation légale au profit d'un créancier qui paie un autre créancier prioritaire ou hypothécaire (art. 1656, par. 1)	1837
2.	La subrogation légale au profit de l'acquéreur d'un bien qui paie un créancier hypothécaire (art. 1656, par. 2)	1838
3.	La subrogation légale au profit de celui qui paie une dette à laquelle il est tenu pour d'autres ou avec d'autres (art. 1656, par. 3)	1840
4.	La subrogation légale au profit de l'héritier qui paie de ses propres deniers une dette de la succession à laquelle il n'était pas tenu (art. 1656, par. 4)	1841

II. Les autres cas de subrogation légale, auxquels fait référence le paragraphe 5 de l'article 1656 du Code civil.....	1842
1. Les autres exemples de subrogation légale à l'intérieur même du Code civil.....	1842
2. Les exemples de subrogation légale fournis par des lois spécifiques.....	1843
SECTION 3 LES EFFETS DE LA SUBROGATION.....	1844
Sous-section 1 Effets entre le débiteur et le créancier-subrogeant	1844
Sous-section 2 Effets entre le débiteur et le payeur-subrogé....	1845
Sous-section 3 Effets entre le payeur-subrogé et le créancier-subrogeant	1847
Sous-section 4 Effets à l'égard des tiers.....	1848
CHAPITRE 54 LA NOVATION	1851
SECTION 1 LA NOTION DE NOVATION.....	1852
Sous-section 1 La novation par changement de dette.....	1852
Sous-section 2 La novation par changement de débiteur.....	1858
Sous-section 3 La novation par changement de créancier	1861
SECTION 2 LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA NOVATION.....	1865
Sous-section 1 L'intention de nover (<i>animus novandi</i>).....	1866
Sous-section 2 La validité du lien initial	1871
SECTION 3 LES EFFETS DE LA NOVATION.....	1872
Sous-section 1 L'inopposabilité des exceptions.....	1872
Sous-section 2 L'extinction des accessoires.....	1873
Paragraphe 1 Novation et hypothèque.....	1874
Paragraphe 2 Novation, caution et solidarité.....	1876
CHAPITRE 55 LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT	1879
SECTION 1 LA NOTION DE DÉLÉGATION DE PAIEMENT.....	1879
Sous-section 1 Présentation générale de la notion de délégation de paiement.....	1879
Sous-section 2 Les deux types de délégation de paiement : la parfaite et l'imparfaite.....	1883

Sous-section 3	Les conditions d'existence de la délégation de paiement.....	1886
SECTION 2	L'AUTONOMIE DE LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT.....	1889
Paragraphe 1	Délégation de paiement et cession de créance	1889
Paragraphe 2	Délégation de paiement et stipulation pour autrui.....	1891
Paragraphe 3	Délégation de paiement et novation.....	1895
SECTION 3	LES EFFETS DE LA DÉLÉGATION DE PAIEMENT	1898
Sous-section 1	La délégation imparfaite	1898
Sous-section 2	La délégation parfaite.....	1904
CHAPITRE 56	LA CESSION DE CRÉANCE.....	1909
SECTION 1	LA NOTION DE CESSION DE CRÉANCE	1911
Sous-section 1	Présentation générale de la notion de cession de créance.....	1911
Sous-section 2	Distinction de la cession de créance et d'institutions apparentées	1914
Paragraphe 1	Cession de créance et subrogation.....	1914
Paragraphe 2	Cession de créance et novation.....	1917
Paragraphe 3	Cession de créance et délégation de paiement	1918
SECTION 2	LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA CESSION DE CRÉANCE.....	1920
Sous-section 1	Les conditions de fond liées à la formation de la cession.....	1920
Sous-section 2	Les conditions de forme liées à l'opposabilité de la cession.....	1921
SECTION 3	LES EFFETS DE LA CESSION DE CRÉANCE	1925
Sous-section 1	Effets entre le débiteur et le cédant	1925
Sous-section 2	Effets entre le débiteur cédé et le cessionnaire.....	1926
Paragraphe 1	La situation du débiteur ne peut être affectée par la cession de créance.....	1927
Paragraphe 2	Le cessionnaire bénéficie des accessoires de la créance	1931

Sous-section 3	Effets entre le cessionnaire et le cédant	1932
Paragraphe 1	La garantie légale	1932
Paragraphe 2	L'ordre de collocation en cas de cession partielle	1934
Sous-section 4	Effets envers les tiers autres que le débiteur	1934
CHAPITRE 57	LA CESSION DE DETTE	1937
SECTION 1	LA NOTION DE CESSION DE DETTE.....	1939
SECTION 2	MOTIFS FONDANT LE REFUS DE LA CESSION DE DETTE.....	1942
SECTION 3	LA TRANSMISSION PASSIVE DE L'OBLIGATION EN DROIT POSITIF.....	1946
CHAPITRE 58	LA CESSION DE CONTRAT.....	1953
SECTION 1	LA NOTION DE CESSION DE CONTRAT	1954
SECTION 2	LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA CESSION DE CONTRAT.....	1956
SECTION 3	LE RÉGIME DE LA CESSION DE CONTRAT	1961
Sous-section 1	La cession conventionnelle de contrat	1961
Paragraphe 1	La formation de la cession conventionnelle de contrat.....	1961
Sous-paragraphe 1	Le domaine de la cession conventionnelle de contrat.....	1961
Sous-paragraphe 2	Le consentement du cédé.....	1963
Paragraphe 2	Les effets de la cession conventionnelle de contrat.....	1965
Sous-section 2	Les cessions légales de contrat.....	1967
Paragraphe 1	Les cessions de contrat légalement permises.....	1967
Paragraphe 2	Les cessions de contrat légalement imposées.....	1970
TABLE DES OUVRAGES GÉNÉRAUX DE DROIT DES OBLIGATIONS CITÉS SOUS UNE FORME ABRÉGÉE.....		1975
TABLE DES ABRÉVIATIONS.....		1989

TABLE DE LA LÉGISLATION CITÉE	2001
TABLE DE LA JURISPRUDENCE.....	2063
INDEX ANALYTIQUE	2241